

IDRC-003 e,f

ARCSER
D



RAPPORT ANNUEL 1970-1971

Centre de Recherches pour le Développement International

Ottawa, Canada

1971

©1971. Centre de Recherches pour le Développement International

Siège Social: Boite postale 8500, Ottawa, Canada. K1G 3H9

Prix \$1 (Edition microfiche \$1)

RAPPORT ANNUEL 1970-1971

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

500, Pebb Building
2197 Riverside Drive
Ottawa, Canada
Cable: RECENTRE

K1G 3H9

June 30, 1971

L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'état aux Affaires extérieures,
Ministère des Affaires extérieures,
Ottawa.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, le rapport annuel du Centre de recherches pour le développement international pour l'année fiscale qui se termine le 31 mars 1971, afin qu'il soit présenté au Parlement selon ce qui est stipulé à l'article 22 de la loi sur le Centre de recherches pour le développement international (18-19 Elizabeth II, 1970, chapitre 36).

Je vous prie de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Lester B. Pearson
Président du Conseil

TABLE DES MATIERES

	Page
Membres du Conseil des gouverneurs	3
Cadres supérieurs du Centre	5
Rapport Annuel 1970-1971	7
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	8
Sciences de l'information	9
Sciences de la population et de la santé	10
Sciences sociales et ressources humaines	10
Etats financiers	13
Rapport de l'Auditeur général	14

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

- * Le très honorable Lester B. Pearson
Président du Conseil des gouverneurs
- * Louis Berlinguet
Vice-président du Conseil des gouverneurs,
Président du comité de direction,
Vice-président à la recherche,
Université du Québec, Québec, Canada.
- * W. David Hopper,
Président et administrateur en chef du Centre,
Centre de recherches pour le développement international,
Ottawa, Canada.

Pierre Bauchet,
Directeur scientifique,
Centre national de la recherche scientifique,
Paris, France.

John G. Bene,
Président,
Weldwood of Canada,
Vancouver, Canada.

- * C. Fred Bentley,
Professeur, Science des sols,
Université d'Alberta,
Edmonton, Canada.

Irving Brecher,
Directeur,
Centre d'études des régions en voie de développement,
Université McGill,
Montréal, Canada.

Roberto Campos,
Président,
Banque de développement industriel,
Rio de Janeiro, Brésil.

John Crawford,
Vice-chancelier,
Université nationale d'Australie,
Canberra, Australie.

A.L. Dias,
Gouverneur de l'état du Tripura,
Tripura, Inde.

René Dubos,
Professeur de microbiologie,
Université Rockefeller,
New York, U.S.A.

Lila Engberg,
Economiste domestique (Université de Guelph)
Université du Ghana,
Ghana, Afrique.

Paul Gérin-Lajoie,
Président,
Agence canadienne de développement international,
Ottawa, Canada.

* Lady Barbara Ward Jackson,
Professeur invité à l'Université Columbia (N.Y.)
Londres, Angleterre.

Ralph M. Medjuck,
Président,
Centennial Properties Limited,
Halifax, Canada.

* Rex M. Nettleford,
Professeur,
Etudes Extra-muros,
Université des Antilles,
Kingston, Jamaïque.

H.A. Oluwasanmi,
Vice-Chancelier,
Université d'Ife,
Nigéria.

A.F.W. Plumtre,
Directeur,
Collège Scarborough,
West Hill, Canada.

M. Sankalé,
Doyen de la faculté de médecine,
Université de Dakar,
Dakar, Sénégal.

Maurice F. Strong,
Secrétaire-général,
Conférence sur l'environnement humain,
Nations unies,
New York, U.S.A.

* Puey Ungphakorn,
Gouverneur de la Banque centrale,
Doyen de l'économie, Université Thammasat,
Bangkok, Thaïlande.

* Membre du comité de direction.

CADRES SUPERIEURS DU CENTRE

Président, W. David Hopper

Trésorier, T. Hanley Bennett

Secrétaire, James C. Pfeifer

Directeur administratif, Edmund J. O'Brien

Directeur, Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, Joseph H. Hulse.

Directeur, Sciences de l'information, John E. Woolston

Directeur, Sciences de la population et de la santé, Dr. George F. Brown

Directeur, Sciences sociales et ressources humaines, Ruth K. Zagorin

RAPPORT ANNUEL 1970-1971

Les buts du Centre, tels que définis dans la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international, sont: d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions et, dans la réalisation de ces objets,

- (a) de s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et des sciences sociales tant du Canada que de l'étranger;
- (b) d'aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes;
- (c) d'encourager en général la coordination de la recherche pour le développement international; et
- (d) de promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en voie de développement, à leur avantage réciproque.

La Loi sur le Centre de recherches pour le développement international a été sanctionnée le 13 mai 1970. Les gouverneurs du Centre ont été nommés par le Gouverneur en conseil au cours du mois d'octobre 1970 et l'assemblée inaugurale du Conseil des gouverneurs fut tenue au bureau principal du Centre à Ottawa, du 26 au 28 octobre 1970.

Afin de réaliser les objectifs du Centre, le Conseil des gouverneurs a décidé, lors de sa première assemblée, de concentrer son attention au cours des premières années sur:

- (1) la vaste gamme des problèmes de la dynamique du développement qui présentent de bonnes possibilités de solution au moyen de l'application des méthodologies de la recherche scientifique et des enquêtes relatives à la technologie appliquée, notamment des problèmes qui touchent au bien-être des populations vivant dans des endroits ruraux et qui

sont en voie de transition d'un mode de vie traditionnel à un mode de vie moderne. De par leur nature même, la plupart de ces problèmes ne trouveront de solution que par un examen sur place dans un milieu de développement local. En choisissant ce genre de problèmes, le Conseil a insisté de façon particulière sur le mandat donné au Centre visant à "aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes." La direction du Centre a reçu le mandat de commencer à établir les modalités d'associations internationales qui grouperaient les établissements de recherche des pays développés et des pays en voie de développement et leurs travailleurs en des communautés solidaires composées de scientifiques travaillant à des problèmes communs; et

- (2) le grand nombre d'exigences qui doivent être rencontrées afin d'édifier avec succès un système mondial d'information qui mettrait à la disposition des pays en voie de développement la documentation et l'entendement requis dans le domaine de la science et de la technologie pour formuler les politiques du développement et la mise sur pied de programmes d'expansion.

Les activités de recherche et de soutien de la recherche que poursuit le Centre sont groupées sous quatre programmes: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition; sciences de l'information; sciences de la population et de la santé; sciences sociales et ressources humaines. Le directeur de chaque programme est chargé d'établir un ensemble interdépendant d'activités de recherche se rattachant de façon spécifique aux soucis les plus pressants des pays en voie de développement à mesure que le Centre en prend connaissance grâce aux travailleurs à la recherche et aux artisans des politiques des pays à faible revenu. Le Centre se concentrera sur les éléments particulièrement critiques qui empêchent la croissance équilibrée d'une société totale, et sur les façons dont le Centre peut jouer le rôle de catalyseur afin de réaliser la fusion

interdisciplinaire des compétences qui sera nécessaire si l'on veut s'attaquer d'une manière significative et soutenue aux problèmes changeants d'une société humaine dynamique.

Une attention spéciale a été accordée à la coordination entre les efforts du Centre et les autres activités de recherche sur le développement conduites ou subventionnées par des agences multilatérales, les programmes internationaux d'aide mis sur pied par les pays développés, les programmes des grandes fondations privées et, le plus important peut-être, les affectations à la recherche faites par les pays en voie de développement alors qu'ils cherchent la solution à leurs propres problèmes. Le Centre est membre du groupe consultatif sur la Recherche agricole internationale commandité par la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture. Les cadres supérieurs du Centre ont participé de façon intensive à des groupes de travail convoqués afin de conseiller la plupart des organisations internationales par rapport à certains sujets qui se rapportent à la recherche en science et en technologie appliquée au développement. Les membres du personnel du Centre ont fait office d'experts-conseil auprès de plusieurs gouvernements de pays en voie de développement et ont fourni une aide professionnelle afin de préparer et mettre sur pied plusieurs programmes de recherche qui sont pris en considération ou poursuivis à tous les niveaux de l'autorité mondiale.

Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition

La division des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition s'occupe de projets visant à accroître la productivité et les profits des fermiers et des pêcheurs et à améliorer les systèmes de protection, de distribution et d'utilisation des cultures vivrières. Grâce à une coopération étroite avec les autres divisions du Centre, une attention égale sera consacrée à l'impact de la recherche conduite par le Centre dans les domaines de l'agriculture, des pêcheries et de la foresterie sur l'ensemble des éléments affectant la santé des peuples ruraux et leur bien-être économique et social. Une attention particulière sera portée au développement de technologies nouvelles qui conviennent à la création d'industries rurales de transformation. Etant

donné que le Centre se soucie aussi bien des besoins du consommateur que du producteur rural, la recherche portant sur les problèmes de la production ne sera pas isolée des problèmes des nécessités vitales.

Afin que les efforts du Centre soient coordonnés avec ceux d'autres institutions, une liaison a été établie avec le groupe de la Banque mondiale, ainsi que les fondations Ford, Rockefeller et Kellogg, le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture et d'autres agences internationales. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les universités canadiennes, les départements gouvernementaux et différentes sociétés savantes et professionnelles.

Le personnel de la division comprend un directeur et des officiers responsables des sciences de la zootechnie, de la protection et de l'utilisation des vivres, de la nutrition humaine et des sciences domestiques. Il y a des postes ouverts dans le domaine des sciences des plantes et des systèmes agricoles; des ressources marines et pêcheries; et des ressources naturelles et forestières. Il est escompté que ces postes seront comblés très bientôt. Les cadres supérieurs seront situés à divers endroits à travers le Canada, à l'intérieur ou près de centres importants de recherches et d'études appropriées.

Au cours de l'année le Centre a octroyé \$6,000.00 afin d'appuyer un projet se rapportant à la déshydratation osmotique des aliments. L'objectif de ce projet est de développer un système de déshydratation amélioré et économique, employant du sucre ou du sel. La recherche se fait à l'Institut de recherches sur les aliments à Ottawa et des liens sont en voie d'être établis avec des institutions des Caraïbes et de l'Afrique occidentale.

Le Centre entreprendra la gestion de deux programmes majeurs de recherche agricole au nom de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le premier, en collaboration avec le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé à Mexico et une université canadienne, est destiné à accélérer le taux de développement du nouveau grain de céréale tritiale. Le deuxième, en collaboration avec le Centre d'agriculture tropicale (CIAI) en Colombie, vise à accroître les récoltes et la qualité en

protéines du manioc employé dans l'alimentation humaine et employé aussi comme pâture pour les porcs.

Parmi les projets en cours, on compte un projet de pêcheries rurales en Afrique occidentale visant à poursuivre la recherche sur l'amélioration des méthodes de pêche, de préparation, de conservation, de marketing et de distribution du poisson d'eau salée et d'eau douce dans les communautés rurales. Un projet préparé par l'Institut agricole de Colombie cherchera à développer et mettre à l'épreuve une stratégie relative au transfert des connaissances techniques, économiques et sociales aux petits fermiers. Une étude des systèmes économiques agricoles à la Barbade cherche à fournir des données plus fiables qui puissent servir à l'édification de politiques futures.

La division aide à mettre sur pied une série de projets interreliés qui se rapportent au développement d'un système simple et économique qui puisse être établi et utilisé dans les communautés rurales, afin d'améliorer la préparation et l'utilisation des grains de céréales et des légumineuses. De plus, des études détaillées se poursuivent sur la production horticole et sur la possibilité d'exportation et le marché local des fruits et des légumes qui sont, ou pourraient être, cultivés d'une façon rentable dans la région des Caraïbes.

Des discussions sont en cours avec des agences de recherche des Caraïbes afin d'établir des projets visant à subventionner le développement et l'amélioration plus poussée des légumineuses alimentaires et fourragères, et à entreprendre la recherche portant sur une méthode simple et nouvelle pour la préparation d'aliments de bébé à haute teneur en protéines. Un projet de développement rural dans l'Honduras et un projet sur l'amélioration de la nutrition animale au Pérou sont à l'étude en ce moment.

De plus, la division a fourni des services techniques et consultatifs relatifs à la science et à la technologie de l'alimentation et de sujets afférents à l'Agence canadienne de développement international.

Sciences de l'information

La division des sciences de l'information a pour objet primordial de seconder les initiatives de coopération, particulièrement au sein de la famille des Nations Unies, afin de développer des systèmes d'information qui permettent aux agences internationales, nationales et volontaires d'apporter leur contribution de même que d'obtenir l'information relative au développement.

Le personnel de la division est restreint mais l'on envisage la nomination d'un adjoint au directeur et d'un préposé au programme de recherche. Un bibliothécaire pour le Centre sera nommé afin d'installer et d'administrer une modeste bibliothèque de travail aux quartiers généraux du Centre.

Au cours de ses opérations initiales, la division a participé à des discussions avec les Nations Unies et certaines de ses agences spécialisées afin d'en arriver à définir un système d'information auquel la division puisse donner son appui financier. Le Centre a autorisé l'octroi d'une subvention au Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), au montant de \$28,000, afin de restructurer les éléments d'une Liste Commune de Descripteurs en un "macrolexique" qui pourrait devenir un élément-clé dans un système coopératif destiné à manipuler l'information sociale et économique relative au développement. Une personne employée sous contrat par le CRDI est postée à Paris en vue d'aider l'OCDE dans son travail.

Des discussions préliminaires ont eu lieu en relation avec les efforts faits par d'autres agences en vue d'établir les systèmes destinés à manipuler l'information spécialisée, scientifique, technique et économique. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel s'emploie à mettre sur pied un réseau de bureaux d'information industrielle ayant des liens avec des sources d'information appropriées et le Centre tente de déterminer de quelle façon il peut le mieux contribuer à cet objectif. Le Centre examine également les efforts faits par l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture des Nations Unies en coopération avec d'autres organisations, en vue d'établir un système fonctionnant par ordinateurs pour manipuler la littérature mondiale sur l'alimentation et l'agriculture.

Alors que la division se soucie d'établir des banques d'information et de données au niveau international, elle s'assurera de façon particulière que les pays en voie de développement soient capables d'exploiter ces banques afin de satisfaire à leurs besoins locaux. Par le passé, plusieurs organisations ont tenté d'améliorer les services d'information et de bibliothèque dans les pays en voie de développement en se servant d'aide technique. La division est à examiner ce qui a été accompli afin de déterminer les initiatives prometteuses qui pourraient être subventionnées à l'avenir.

Sciences de la Population et de la Santé

La division des sciences de la population et de la santé se soucie avant tout des problèmes provoqués par de la croissance rapide de la population à travers le monde - en particulier la façon dont ces problèmes affectent la santé et le bien-être des populations rurales - et de la distribution des services de santé. Le travail de la division s'oriente vers deux domaines principaux, c'est-à-dire les sciences de la population et celles de la santé.

Dans le domaine de la population, la division s'occupe de recherche orientée vers un but se rapportant aux techniques améliorées de contraception pour la régulation des naissances, la diffusion de services et d'information sur la planification familiale, la recherche fonctionnelle sur la planification familiale dans les régions en voie de développement sous des conditions locales variées. Les éléments déterminants et les conséquences de la croissance de la population et les politiques sur la population sont un souci primordial. Les sciences de la santé portent une attention spéciale à la distribution de services fondamentaux de la santé aux populations rurales dans les pays en voie de développement, la formation et le rayonnement de différents groupes de professionnels de la santé, et l'encouragement d'une participation active des communautés locales dans de telles activités.

Au cours de l'année certains pays de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine furent visités afin d'élaborer des projets précis. La division a participé à un certain nombre de rencontres internationales sous les auspices des Nations Unies, de l'Organisation de Coopération et de

Développement Economiques (OCDE) et d'autres organisations, et des contacts ont été établis avec les groupes académiques, les organisations de recherche et les individus qui s'occupent de questions pertinentes au Canada et dans les pays en voie de développement.

Le personnel de la division comprend un directeur et des chargés de la démographie et de la recherche fonctionnelle sur la planification familiale. Les services d'experts-conseil en démographie, en régulation de la fertilité et en planification familiale ont été retenus.

Un octroi de \$69,790.00 a été accordé à l'université de Western Ontario afin de permettre une étude du déclin de la natalité à la Barbade pour déterminer l'importance relative des variables-clé, y compris la pratique de la planification familiale, qui ont donné lieu à un déclin marqué de la natalité dans ce pays. Le coût de la formation de travailleurs à la recherche à la Barbade fait partie intégrale de l'octroi.

Afin de préparer et mettre sur pied d'autres projets relatifs à la régulation de la natalité, la division a formé un groupe de travail composé de chercheurs d'expérience dans le domaine de la reproduction. De plus, la division est en ce moment à examiner la possibilité de sa participation à des projets de recherche collaborative internationale dans le domaine de la régulation de la natalité, et des projets de recherche fonctionnelle sur la planification familiale actuellement mis sur pied en Afrique. En Amérique latine, la division examine les études sur la politique démographique et sur la politique de la population et des subventions possibles à des institutions de recherche.

De plus, la division a fourni un service permanent d'experts-conseil à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans leurs programmes multilatéraux, bilatéraux et non-gouvernementaux relatifs aux sciences de la population et de la santé.

Sciences sociales et ressources humaines

Au nombre des domaines où se portera l'attention de la division des sciences sociales et des ressources humaines, il y a le rôle des sciences sociales dans le développement, la dynamique rurale-urbaine, le développement des ressources humaines, la politique scientifique et l'éducation.

Dans le domaine des sciences sociales les efforts du Centre visent à aider les chercheurs et les institutions de recherche des pays en voie de développement à déterminer les problèmes majeurs qui demandent une recherche plus poussée et à prêter assistance quant à la formulation et au subventionnement de projets qui correspondent à ces priorités de recherche. Le domaine de la dynamique rurale-urbaine nécessite des recherches visant à acquérir une compréhension des mouvements de population entre les centres ruraux et urbains dans le monde en voie de développement. Il faudra chercher à identifier les petites communautés ou centres qui présentent un potentiel de croissance et à déterminer quelles sont les modalités de l'infra-structure, de l'industrie, de l'emploi, de l'éducation et des services sociaux nécessaires à la création de centres de croissance viables qui aideraient à endiguer le flux de la population vers les grands centres urbains. Dans le développement des ressources humaines, la division a pour fonction principale d'aider, au moyen d'octrois de bourses, des professionnels venant de milieux universitaires ou autres qui désirent améliorer leurs connaissances et leur compétence en relation avec la théorie et la pratique du développement. La recherche portant sur la politique scientifique s'oriente vers des projets qui permettront la formulation de politiques scientifiques et technologiques et qui identifieront les problèmes du transfert technologique et les moyens qui permettront à ce transfert de mieux s'effectuer. Dans le domaine de l'éducation, il s'agit de donner un appui à la recherche relative à l'emploi de la technologie dans la solution de problèmes éducationnels particuliers qui existent dans les pays en voie de développement.

Le personnel préposé au programme est actuellement restreint. Il comprend un directeur adjoint pour la politique scientifique, posté à l'université de Sussex en Angleterre. Au cours de l'année la division s'est appuyée sur l'aide compétente d'un certain nombre d'experts-conseil. Des cadres supérieurs ayant une formation en éducation, en science politique, en économique et en urbanisme seront bientôt embauchés.

Afin d'identifier les domaines où l'appui du Centre aura l'impact le plus considérable, la division a rencontré des agences des Nations Unies et des représentants d'autres agences ou institutions nationales et internationales. Un

certain nombre de propositions demandant l'appui financier du Centre ont été examinées et, au cours de l'année, trois projets d'envergure ont été approuvés.

Le Centre a alloué la somme de \$84,000.00 pour le subventionnement d'une étude sur la migration rurale-urbaine et le développement métropolitain conduite par l'Association internationale de recherches métropolitaines et de développement (INTERMET). L'étude comprend l'examen des problèmes des nouveaux habitants des taudis urbains et des squatters dans huit villes du monde en voie de développement. Cette étude étant menée par des institutions des huit villes travaillant conjointement, ses résultats conduiront à la formulation de politiques et de programmes basés sur une connaissance plus exacte du degré d'importance du problème du squatter immigrant dans les grands centres urbains en tant que problème à l'échelle nationale plutôt qu'un problème propre au grand centre urbain.

Le Centre a alloué \$400,000 pour un projet de développement des ressources humaines afin de permettre l'octroi de bourses de recherche et d'étude visant à encourager et à accroître la compétence professionnelle des individus en rapport avec les problèmes du développement.

La somme de \$18,750.00 a été allouée à la Private Planning Association of Canada afin de subventionner un projet qui comprend des études visant à déterminer les barrières non-douanières imposées au commerce, contribuant de façon significative à le fausser, et qui sont susceptibles d'être réduites ou éliminées par l'entremise du système international de négociations sur le commerce. L'étude s'oriente de façon particulière vers l'impact de ces pratiques dans le monde en voie de développement.

Afin d'identifier des projets futurs, la division donne son appui à un certain nombre d'ateliers de travail, parmi lesquels on compte un atelier du Centre de recherches pour le développement international destiné à étudier la possibilité et l'utilité de mettre sur pied des consortia de recherche expérimentale au sein des établissements des pays développés et en voie de développement qui s'occupent du développement, et un atelier commandité par l'Institut des études sur le développement de l'Université de Nairobi, afin d'étudier les stratégies visant à

accroître le bien-être rural. La division co-commandite, avec l'Institut international de recherche sur le riz, un atelier composé d'économistes ruraux et d'agronomes afin d'étudier l'impact socio-économique de la propagation de nouvelles variétés de riz dans les pays du Sud et du Sud-Est asiatique.

Un atelier sera tenu, avec le concours de gens couramment engagés dans la recherche, sur les solutions aux problèmes d'éducation et de formation des populations indigènes du Canada. Il

cherchera à déterminer si l'expérience canadienne peut fournir des aperçus ou des solutions à des problèmes semblables dans le monde en voie de développement. De plus, il est anticipé que des études comparables au projet actuel d'INTERMET seront entreprises afin de déterminer si des villes plus petites des pays en voie de développement peuvent jouer un rôle en tant que centres de croissance capables de revivifier les communautés rurales.

ETATS FINANCIERS

Les états de l'actif et du passif du Centre au 31 mars 1971 et de ses revenus et dépenses pour l'année qui se termine à cette date se trouvent aux pages 15 et 16. Ces états ont été vérifiés par l'Auditeur général du Canada dont le rapport se trouve à la page 14.

Les commentaires suivants sont destinés à mettre en relief ces états.

Introduction

La loi du Parlement créant le CRDI a reçu la sanction royale le 13 mai 1970. Le Centre devint pleinement fonctionnel au moment de la nomination des gouverneurs et de l'adoption des règlements administratifs lors de l'assemblée inaugurale du Conseil des gouverneurs le 28 octobre 1970.

Au point de vue financier, les premiers mois d'existence du Centre furent surtout consacrés à l'établissement d'un système fonctionnel viable pour l'administration des ressources du Centre. Bref, le Conseil des gouverneurs approuva un système budgétaire basé sur l'autorité d'engagement et un système de comptabilité à base cumulative, c'est-à-dire que les revenus sont enregistrés à mesure qu'ils sont réalisés, même s'ils n'ont pas été perçus, et les dépenses sont enregistrées à mesure qu'elles sont effectuées, même si elles n'ont pas été réglées. L'année fiscale du CRDI se situe du 1er avril au 31 mars.

Le Conseil de gouverneurs a également formé un comité des finances sous la présidence de Monsieur John Bene, et dont les membres sont MM. R. Medjuck, A.F.W. Plumptre et Maurice Strong. Le trésorier fait office de secrétaire du comité des finances.

Revenus et dépenses

Les revenus pour la première année fiscale furent avant tout perçus sous forme d'octrois gouvernementaux, c'est-à-dire un octroi statutaire de \$1 million et un octroi parlementaire de \$1,444,000.00. Etant donné que tous ces fonds n'étaient pas requis immédiatement aux fins des opérations du Centre, le numéraire excédent fut investi et l'intérêt perçu fut de \$70,500.00. A ce propos, le comité des finances du Conseil des gouverneurs décida que les fonds excédant les besoins immédiats devraient être placés dans les marchés

monétaires en des placements sûrs tels que les billets des Trésors fédéral et provinciaux, les certificats de dépôt des banques à charte, etc.

En plus des octrois de la part du gouvernement du Canada et des intérêts provenant d'investissements, le CRDI a reçu \$9,905.00 pour les frais de services de consultation que le personnel professionnel du Centre a rendus à l'Agence canadienne de développement international.

Les dépenses au cours de la première année fiscale furent de nature surtout administrative, c'est-à-dire furent reliées à l'établissement du siège social du Centre, le recrutement du personnel, l'ameublement des bureaux, etc. A ce propos, la politique du Centre est d'amortir l'ameublement et l'équipement au cours de l'année où l'achat en a été fait. Des dépenses en rapport avec les programmes ont été encourues au montant de \$88,136.00 pour la subvention de projets de recherche et pour le coût de séminaires et d'ateliers, etc., commandités par le CRDI en relation avec des sujets rattachés aux divers programmes du Centre. Les comptes du CRDI sont érigés en rapport avec les programmes de façon à relier, aussi directement que possible, les dépenses aux divers programmes et activités du Centre, tels qu'ils sont établis par le Conseil des gouverneurs. Dans les rapports à venir, les dépenses en relation avec les programmes seront subdivisées afin d'exposer séparément chaque programme établi.

Au cours de la période du 14 mai au 31 juillet 1970, les dépenses préliminaires de mise en marche furent défrayées par l'Agence canadienne de développement international. Au cours de la période du 1er août au 31 octobre 1970, le président assumait la responsabilité de toutes les dépenses du Centre en vertu d'un accord intérimaire passé avec le Conseil du Trésor du gouvernement du Canada. A la suite de l'approbation des règlements administratifs par le Conseil des gouverneurs lors de leur assemblée inaugurale du 28 octobre 1970, le Centre devint pleinement fonctionnel. Les dépenses nettes pour l'année fiscale 1970-71, y compris les dépenses encourues lors du stade préliminaire mentionné ci-dessus, furent de \$829,491.00 laissant un excédent de \$1,685,009.00 en disponibilité pour les dépenses des années à venir.

Ottawa, le 25 juin 1971

A: Centre de recherches pour le développement international
et
L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'état aux Affaires extérieures,
Ottawa.

Messieurs,

J'ai examiné les comptes et les opérations financières du Centre de recherches pour le développement international depuis sa création le 13 mai 1970 jusqu'au 31 mars 1971, d'après les dispositions de l'article 21 de la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international.

J'ai inclus dans cette vérification une revue générale des méthodes comptables et certaines vérifications des registres comptables et autres pièces à l'appui selon ce qui m'a semblé nécessaire dans les circonstances.

A mon avis, le bilan et l'état des revenus et dépenses annexés présentent fidèlement l'état financier du Centre au 31 mars 1971 et les résultats de ses opérations pour la période se terminant à cette date, d'après les principes de comptabilité généralement acceptés.

L'Auditeur général du Canada
(signé) A.M. Henderson

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

(Créé par la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international, 1970, ch. 36).

Bilan arrêté au 31 mars 1971

<u>Actif</u>		<u>Passif</u>	
Encaisse	\$ 235	Comptes créditeurs	\$ 95,254
Comptes débiteurs	13,037	Passif cumulé	5,236
Intérêts cumulés sur les placements	30,609	Engagements relatifs aux programmes	126,290
Placements à court terme, prix coûtant	1,739,868	Surplus:	
Frais payés à l'avance	1,750	Excès des revenus sur les dépenses	<u>1,685,009</u>
Engagements différés:			
Engagements relatifs aux programmes	<u>126,290</u>		
	<u>\$1,911,789</u>		<u>\$1,911,789</u>

Approuvé:

(Signé) T.H. Bennett
Trésorier

Approuvé:

(Signé) W.D. Hopper
Président

J'ai examiné le bilan ci-dessus ainsi que l'état des revenus et dépenses s'y rapportant, et j'ai présenté un rapport daté le 25 juin 1971 au Centre de recherches pour le développement international et au Secrétaire d'état aux Affaires extérieures.

Auditeur général du Canada.
(Signé) A.M. Henderson

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Etat des revenus et dépenses

Depuis la création du Centre le 13 mai 1970, jusqu'au 31 mars 1971

Revenus:

Octrois reçus à la suite de:

Vote 20 des Affaires extérieures \$1,444,000

Article 20(4) de la loi sur le
Centre de recherches pour le
développement international 1,000,000

\$2,444,000

Intérêts perçus

70,500

\$2,514,500

Dépenses:

Programmes 88,136

Administration:

Salaires, prestations et
bénéfices marginaux 383,520

Déplacements et voyages du
personnel 79,876

Logement 48,423

Honoraires, voyages et assemblées
des gouverneurs 43,230

Services professionnels et spéciaux 24,695

Dépenses et fournitures de bureau 17,157

Communications 13,585

Frais généraux 16,277

626,763

Moins: frais administratifs perçus 9,905

Frais nets d'administration 616,858

Acquisition d'ameublement et
d'équipement de bureau 124,497

829,491

Excès des revenus sur les dépenses \$1,685,009